

# Collectif National pour un **FRONT SYNDICAL DE CLASSE**


## **LA REPRESSION CONTRE LES OUVRIERS, CHERCHEURS, ENSEIGNANTS, ETUDIANTS PREND UN VISAGE DANGEREUX !**


### **Le 29 juin, journée de lutte pour les libertés !**

Depuis la rentrée 2008, époque où Sarkozy se félicitait de la disparition des grèves en France, les luttes pour le pouvoir d'achat, contre la casse des entreprises, de l'enseignement, des chercheurs et étudiants ont pris dans le pays une dimension importante dans leur diversité et leur enracinement. Face à la guerre de classe que mènent le gouvernement, le MEDEF et l'UE contre l'ensemble des acquis sociaux et démocratiques, les luttes sont innombrables depuis des mois dans de nombreux secteurs du privé comme du public.

L'ampleur des deux journées de mobilisation de Janvier et de Mars puis celle du 1<sup>er</sup> mai, aurait pu laisser penser qu'elles débouchent sur quelque chose de beaucoup plus fort. Mais les états-majors syndicaux notamment celui de la CGT préfèrent passer leur temps à l'Élysée ou à Matignon pour voir comment éviter les débordements et « *sauver le capitalisme de lui-même* » comme le préconisent la CES et son secrétaire général Monks.

Or, ces dernières semaines ont connu des répressions inégalées depuis 1953 : ouvriers de nombreux sites industriels confrontés aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, matraquages de manifestants et d'étudiants « bloqueurs », répression tous azimuts en Guadeloupe, poursuite de la chasse aux travailleurs dits « sans-papiers »..., et tout récemment :

 74 gaziers parisiens interpellés, mis en garde à vue, déshabillés et examinés comme de supposés terroristes.

 Charles Hoareau, militant CGT charismatique, qui a permis grâce aux luttes qu'il animait avec les chômeurs d'obtenir le 13<sup>ème</sup> mois il y a 10 ans de cela. Charles HOAREAU a été mis en garde à vue durant deux jours pour avoir manifesté contre la délocalisation d'une entreprise de Marseille, menacé de comparution immédiate comme un terroriste et finalement convoqué le 29 juin chez le juge.

**Cela n'est pas un hasard, pas plus que ne l'était en 1989, la répression contre « les 10 de Renault Billancourt », répression qui précédait une formidable attaque contre les travailleurs et la privatisation de l'entreprise en 1990 que l'on doit à Rocard, 1<sup>er</sup> ministre à cette époque.**

Quelques jours plus tard, un enfant de 6 ans est ramassé à la sortie de l'école et emmené au commissariat avec son frère de 10 ans. Un policier de l'UNSA déclare : « *On ne fait que ce que l'on nous dit de faire* », ce qui rappelle de sombres souvenirs.

De mémoire de militant, sans remonter aux heures noires de la fin des années 30, il faut remonter à 1952-1953 pour connaître l'équivalent de la situation actuelle. A cette époque où le maccarthysme s'abat sur le monde, les Américains veulent créer en France, avec l'accord du MRP Schuman, la Communauté Européenne de Défense, et la bataille politique fait rage : la Communauté Européenne de défense est mise en échec par l'élan populaire, la guerre d'Indochine agonise avec Dien Bien Phu, les Américains et le bataillon français sont en échec en Corée, les luttes sociales connaissent en 1953 le plus fort développement depuis 1947. La répression sur le mouvement ouvrier sera la plus forte depuis 1938. Jacques Duclos est emprisonné, Benoît Frachon, comme en 1940, entre en clandestinité avec de nombreux militants notamment de Billancourt.

Aujourd'hui, les ingrédients et les méthodes sont les mêmes, sauf que les états-majors syndicaux sont muets, notamment le secrétaire général de la CGT. Aucune déclaration pour condamner et appeler à résister pour sauver les libertés démocratiques.

## **Pourtant, cette résistance, c'est l'affaire de tout ce que le pays compte de démocrates !**

Que partout se créent des comités de défense des libertés et de la démocratie. Prenons nos affaires en main : le seul ennemi c'est le capital soutenu par le syndicalisme rassemblé prôné par les états majors syndicaux.

## **Le 29 juin, Charles Hoareau est convoqué au tribunal à Marseille. Une journée de lutte nationale d'action s'impose pour les libertés démocratiques et l'acquittement de Charles Hoareau.**

Les militants du front syndical de classe aideront de toute leurs forces dans ce combat. La dérive autoritaire et anti-démocratique, les travailleurs ont déjà connu ça et ils ont déjà résisté. La dictature du fric veut nous faire payer sa crise pour relancer sa course au profit en massacrant ce qui nous reste de nos acquis :

**VOILA LES ENJEUX DU COMBAT POUR LES LIBERTES ET LA DEMOCRATIE CELLE DU PEUPLE.**